

<https://www.aefinfo.fr/depeche/716725-futur-gouvernement-l-incertitude-demeure-apres-le...>

✍️ Quentin Chatelier

🕒 8 min read

Futur gouvernement : l'incertitude demeure après le lancement par Emmanuel Macron des consultations

Rentrée politique pour Emmanuel Macron et les différents responsables de partis et de groupes parlementaires. Avant de procéder à la nomination d'un nouveau Premier ministre, selon un calendrier qui demeure inconnu, le chef de l'État a en effet entamé le 23 août 2024 une première série de consultations. Le NFP, le bloc présidentiel et LR ont ouvert le bal. À l'issue de leur rendez-vous, les responsables du Nouveau Front populaire, qui réclament l'accession à Matignon, se sont déclarés "confiants et positifs" sur l'acceptation par le locataire de l'Élysée d'un changement de cap.



Emmanuel Macron pourrait désigner rapidement un nouveau Premier ministre à l'issue de ses consultations politiques à l'Élysée, le 26 août 2024. AEFInfo - QC

Plusieurs semaines après les élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet derniers et la démission du gouvernement de Gabriel Attal, Emmanuel Macron a débuté une série de consultations avec les représentants des principales forces politiques du pays le 23 août 2024. Dans la matinée et en début d'après-midi, se sont d'abord succédé le NFP, accompagné de sa candidate à Matignon Lucie Castets, le bloc présidentiel (Renaissance, Horizons et Modem et Parti radical) puis Les Républicains. L'objectif de ces échanges fixé par le président de la République, après une période de "décantation politique" qu'il a jugée utile, est de construire une majorité stable permettant la désignation d'un nouveau Premier ministre.

Suivront en fin de journée les représentants du groupe Liqt à l'Assemblée nationale et du Parti radical de gauche. Le 26 août 2024, le RN, Éric Ciotti (A droite) et les présidents des deux chambres du Parlement, Yaël Braun-Pivet et Gérard Larcher, seront reçus à leur tour par le chef de l'État. Par ailleurs, selon Le Parisien, Emmanuel Macron a évoqué auprès de son camp la possibilité de rouvrir un cycle de discussions le 27 août 2024.

Le NFP "confiant et positif"

"Nous sommes venus rappeler l'importance de respecter le résultat des élections et de sortir le pays de la paralysie dans laquelle il est plongé." En arrivant à l'Élysée, la candidate du NFP, Lucie Castets, a rappelé la détermination de son camp à obtenir le pouvoir. La conséquence, selon la coalition des forces de gauche, du résultat des élections législatives anticipées l'ayant placée en tête du nombre de sièges sans majorité absolue.

Un message en partie entendu par le locataire de l'Élysée, selon les membres du NFP. "Nous avons eu une discussion très riche, et nous nous satisfaisons qu'il ait reconnu qu'un message avait été envoyé par les Français, le souhait d'un changement d'orientation politique. Emmanuel Macron est lucide sur ce point et c'est une très bonne nouvelle", a notamment estimé Lucie Castets à l'issue de sa rencontre avec le président de la République. "Emmanuel Macron semble commencer à comprendre qu'il a perdu les élections législatives anticipées. [...] Il est temps désormais d'en tirer les conclusions et les conséquences", a confirmé Manuel Bompard (LFI). "Le président de la République a reconnu très clairement que la stabilité qu'il appelle de ses vœux ne signifie pas la continuité de la politique qui a été jusqu'ici conduite par le chef de l'État lui-même", a ajouté Olivier Faure (PS).

Pour autant, le chef de l'État n'a rien dévoilé sur ses intentions de nommer ou non Lucie Castets à Matignon, selon le NFP. "Emmanuel Macron a encore la tentation de composer son gouvernement. Nous lui avons dit qu'il appartenait au NFP de composer ce gouvernement, puis d'aller construire des coalitions politiques au Parlement", a ainsi regretté Lucie Castets tout en déclarant "se tenir prête dès aujourd'hui pour discuter avec les autres forces politiques pour trouver un chemin de stabilité pour le pays". "Le chef de l'État s'est exprimé à plusieurs reprises pour dire qu'il voulait bâtir lui-même une solution de stabilité pour le pays. [...] Je l'ai interrogé sur le fait de savoir s'il pensait que c'était à lui de composer le gouvernement et pour qui il réclamait cette stabilité. Nous, nous voulons incarner le changement et une politique de rupture avec ce que les Français vivent depuis sept ans", a renchéri Fabien Roussel (PCF).

"Il faut une réponse mardi"

Malgré sa relative satisfaction affichée en sortant du bureau du président de la République, le NFP met la pression sur Emmanuel Macron pour qu'il procède rapidement à la nomination d'un nouveau Premier ministre. "Le feuilleton institutionnel [ouvert après le résultat des élections législatives anticipées] doit s'achever. Les consultations politiques se finissent lundi [26 août], il faut une réponse mardi [27 août]", a insisté Marine Tondelier (Écologistes).

"Le président de la République n'a pas annoncé de date précise mais a dit que cela serait rapide", a par ailleurs affirmé Olivier Faure (PS). Le timing de la nomination du nouveau Premier ministre, qui demeure inconnu à ce stade, pourrait toutefois se resserrer, Emmanuel Macron étant contraint par l'ouverture des Jeux Paralympiques le 28 août et son déplacement en Serbie les 29 et 30 août.

PAS de LFI au gouvernement, maintient le BLOC CENTRAL

Reçus en deuxième par Emmanuel Macron, les représentants des différentes composantes de l'ex-majorité présidentielle se sont présentés en ordre dispersé, comme ils sont repartis. Stéphane Séjourné et Gabriel Attal de Renaissance, Marc Fesneau et François Bayrou pour le Modem, Édouard Philippe et Laurent Marcangeli d'Horizons... Pas de photo de famille pour les principales personnalités du bloc central, qui ont toutes refusé de s'exprimer à l'issue de leur rencontre avec le chef de l'État. "Une très bonne

réunion", s'est contenté de lâcher Édouard Philippe. Rejoint par Stéphane Séjourné, selon qui "ça s'est très bien passé".

Dans un message aux députés de son groupe Ensemble pour la République qu'AEF info a pu consulter, Gabriel Attal affirme avoir "défendu la nomination d'un nouveau Premier ministre ne venant pas des partis du bloc central, avec un gouvernement représentant un large spectre de sensibilités de la gauche à la droite républicaines". Une position en cohérence avec la volonté réaffirmée du camp présidentiel de construire une large coalition excluant le RN et LFI et de censurer tout gouvernement de gauche comprenant des insoumis. "La productivité de notre économie, la situation de nos finances publiques, le renforcement de nos services publics, le rétablissement de l'autorité sont autant d'urgences qui nous commandent d'être à la hauteur du moment", a également plaidé le Premier ministre démissionnaire en évoquant des "chantiers pouvant faire l'objet de consensus larges [comme la] protection de l'enfance, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, le grand âge [ou] les libertés nouvelles accordées aux collectivités locales".

Ni coalition ni opposition systématique, selon LR

Pour LR, pas de surprise par rapport à la position du parti de droite fixée lors de la présentation de son "pacte législatif" le 22 juillet 2024 ([lire sur AEF info](#)). "Nous sommes dans une situation de blocage et notre formation politique ne jouera pas la politique du pire. Nous n'avons pas l'intention d'être des opposants systématiques car le pays a besoin de continuer à avancer. S'il y a des lois positives, nous serons évidemment capables de les soutenir. [...] En revanche, nous ne participerons à aucune coalition gouvernementale car [elle aboutit] à l'impasse dans laquelle nous sommes aujourd'hui", a martelé Laurent Wauquiez à l'issue de sa réunion à l'Élysée.

De plus, la droite s'opposera comme le bloc central à la présence de ministres Insoumis dans le futur gouvernement. "Nous ferons barrage à LFI car ils sont dangereux pour la République", a ainsi affirmé le président du groupe Droite républicaine à l'Assemblée nationale. "Si un gouvernement devait comporter des membres de LFI, nous voterions immédiatement une motion de censure", a-t-il ajouté. "Le programme du NFP est archaïque sur le plan économique, il mènerait directement la France au déclassement et les Français à l'appauvrissement", a complété Bruno Retailleau, le président des sénateurs LR.